

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 832

[2008/200805]

31 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2007 tot bepaling van de werkingsmodaliteiten van de beheersorganen van de openbare huisvestingsmaatschappijen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 148^{ter} en 152^{quinquies};

Gelet op het advies nr. 43.983/4 van de Raad van State, gegeven op 21 januari 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2007 tot bepaling van de werkingsmodaliteiten van de beheersorganen van de openbare huisvestingsmaatschappijen wordt aangevuld met het volgend lid :

« Elke door een beheersorgaan genomen beslissing in verband met een onderwerp waarvoor het advies of de goedkeuring van het Adviescomité van huurders en eigenaars moet worden gevraagd overeenkomstig artikel 155, § 1, van het Wetboek, vermeldt uitdrukkelijk het ontvangen advies of het te ontvangen advies of de te krijgen goedkeuring. »

Art. 2. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 833

[2008/200807]

31 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2004 relatif aux organismes de logement à finalité sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, institué par décret du 29 octobre 1998, tel que modifié par les décrets des 18 mai 2000, 14 décembre 2000, 20 décembre 2001, 15 mai 2003, 20 juillet 2005, 30 mars 2006, 1^{er} juin 2006 et 23 novembre 2006, notamment les articles 191 et 192;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2004 relatif aux organismes de logements à finalité sociale;

Vu la proposition du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, en date du 21 mai 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, en date du 4 décembre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2007;

Vu l'avis n° 43.980/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 janvier 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5, § 1^{er}, 1^{er}, alinéa e), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2004 relatif aux organismes de logements à finalité sociale est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de dissolution, l'actif net positif de l'association ou celui de son activité en relation avec l'agrément est attribué, avec l'accord du Fonds, à un organisme à finalité sociale, de préférence du même type, qui accepte. »

Art. 2. A l'article 5, § 2, alinéa 2, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le mot "équilibré" est inséré entre les mots "budget annuel" et les mots "est attesté par un expert-comptable";

2^o les mots "son chiffre d'affaires annuel" sont remplacés par les mots "son chiffre d'affaires annuel ou sa recette annuelle".

Art. 3. A l'article 11 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 3, le nombre "85.000" est remplacé par le nombre "95.200";

2^o au § 4, alinéa 2, la formule " $S_n = (31.361 \text{ euros}) + (586 \text{ euros}). L_n + (2.349 \text{ euros}). (L_n - L_{n-1})$ " est remplacée par la formule " $S_n = (31.361 \text{ euros}) + (586 \text{ euros}). L_n + (2.013 \text{ euros}). (L_n - L_{n-1})$ ";

3° le dernier alinéa du § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention calculée conformément aux alinéas précédents est majorée de :

— 1,50 euro par habitant de chaque commune supplémentaire desservie par l'agence immobilière sociale au 1^{er} janvier de l'année considérée par rapport au 1^{er} janvier de l'année antérieure;

— 9.866 euros si l'agence immobilière sociale est constituée d'au moins dix communes membres :

— 100 euros par mandat de gestion ou par contrat de location supplémentaire signé entre le 1^{er} janvier de l'année considérée et le 1^{er} janvier de l'année antérieure »;

4° au § 5, les mots "et à l'annexe" sont insérés entre les mots "§§ 3 et 4" et les mots "peuvent être adaptés";

5° le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Le bénéfice de la subvention n'est pas octroyé pour la quatrième année de fonctionnement si l'agence ne dispose pas d'un nombre de logements au moins égal à trente au 1^{er} janvier de l'année considérée. Il en est de même si, pour la cinquième année de fonctionnement ou pour une année postérieure, l'agence ne dispose plus d'au moins quarante logements au 1^{er} janvier de l'année considérée. »

Art. 4. A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété comme suit : "L'organisme peut subsidiairement poursuivre d'autres buts connexes";

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots "son but" sont remplacés par les mots "le but visé au § 1^{er}" et les mots "notamment par la pédagogie de l'habiter" sont insérés entre le mot "citoyenneté" et les mots "et celles contribuant à l'insertion";

3° au § 2, alinéa 2, 1°, a), les mots "la remise en état des logements et de leur mobilier" sont insérés après les mots "le cadre de vie des habitants";

4° au § 2, alinéa 2, 1°, b), les mots "d'ateliers sur le thème du savoir habiter et" sont insérés entre les mots "mise en œuvre" et les mots "d'actions";

5° au § 2, alinéa 2, 1°, c), les mots "la qualité de vie et" sont insérés entre le mot "améliorer" et les mots "la convivialité";

6° au dernier alinéa du § 2, le mot "collectifs" est supprimé.

Art. 5. A l'article 14 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, aux points 1° et 5°, le mot "représentant" est remplacé par les mots "proposées par" et aux points 2° et 3° du même paragraphe, le mot "représentant" est remplacé par les mots "proposée par";

2° le § 1^{er}, 4°, est remplacé par la disposition suivante : "Deux personnes proposées par les habitants des quartiers de la régie, parmi les membres du comité consultatif des locataires et des propriétaires, lorsqu'il est constitué, pour autant qu'ils soient domiciliés dans les quartiers de la régie";

3° au § 2, point 1°, les mots "recruter les" sont remplacés par les mots "superviser le recrutement des" et au point 3°, remplacer le mot "assurer" par le mot "superviser";

4° le § 2 est complété par la disposition suivante : "6° élaborer un programme annuel d'activités à mettre en œuvre sur les quartiers desservis par la régie";

5° le § 3, alinéa 1^{er}, 2°, est remplacé par la disposition suivante "chaque service d'activités citoyennes est dirigé par un comité restreint ayant notamment pour missions, en accord avec le représentant du FOREm au sein de la régie, le choix des chantiers et le suivi et l'évaluation individuelles des stagiaires. Les statuts fixent les modalités d'exercice de la gestion journalière".

Art. 6. A l'article 15, § 1^{er}, du même arrêté, les mots "ou d'un service d'activités citoyennes" sont insérés entre le mot "régie" et les mots "est composé".

Art. 7. A l'article 16 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1°, le mot "citoyenneté" est remplacé par le mot "formation";

2° au point 2°, les mots "l'équivalent de" sont insérés entre les mots "au moins" et "deux encadrants", les mots "temps plein" sont insérés après le mot "encadrants" et les mots "dont un à vocation" sont remplacés par les mots "chargés de la gestion sociale, administrative et";

3° le point 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° la régie obtient l'accord des personnes morales membres qui s'engagent à mettre en œuvre les conditions nécessaires à la formation de base des stagiaires par la prise en charge des salaires du personnel d'encadrement, des frais de locaux et l'accès à des chantiers et la fourniture des matières premières, du matériel et de l'outillage nécessaire. Ces accords sont traduits, s'il échet, par des cotisations ou contributions, inscrites au budget de l'organisme »;

4° le même article est complété par un point 7° rédigé comme suit :

« 7° les actions de la régie sont réalisées principalement dans son champ d'activités; elles peuvent faire l'objet d'une décentralisation dans le cadre de partenariats mis en œuvre avec d'autres organismes de logement à finalité sociale ou d'autres opérateurs du dispositif intégré d'insertion socio-professionnelle. »

Art. 8. A l'article 17, § 1^{er}, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1^{er} alinéa, un point 3° est inséré, rédigé comme suit :

« 3° Une subvention annuelle complémentaire destinée à l'organisme pour couvrir les coûts de coordination lorsqu'au moins trois services d'activités citoyennes sont présents au sein d'une même régie des quartiers. Le montant de cette subvention complémentaire s'élève à vingt pour cent du montant visé ci-dessus, pour chaque service d'activités supplémentaire présent dans la régie, à partir du troisième et à dix pour cent pour chaque service supplémentaire à partir du quatrième »;

2° aux points 1° et 2° de l'alinéa 2, le mot "quartier" est remplacé par les mots "service d'activités citoyennes";

3° à l'alinéa 3, les mots "professionnelle F70bis" sont supprimés.

Art. 9. A l'article 18 du même arrêté, le mot "notamment" est inséré entre le mot "contribue" et les mots "à la mise en œuvre".

Au point 1° du même article, les mots "d'un logement décent" sont remplacés par les mots "de logements décents".

Art. 10. A l'article 20, § 1^{er}, du même arrêté, les mots "d'un logement décent" sont remplacés par les mots "de logements décents".

Art. 11. A l'article 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "le Ministre accorde" sont remplacés par les mots "le Ministre peut accorder";

2° le mot "agrée" est inséré entre les mots "association de promotion du logement" et "qui respecte";

3° le nombre "25.548" est remplacé par le nombre "38.400".

Art. 12. A l'article 22 du même arrêté, point 1°, les mots "l'association de promotion du logement a occupé" sont remplacés par les mots "dans le cadre de son activité d'association de promotion du logement, l'organisme a occupé".

Art. 13. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 833

[2008/200807]

31. JANUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2004 über die Einrichtungen für Wohnungswesen mit sozialem Zweck

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführten Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 18. Mai 2000, vom 14. Dezember 2000, vom 20. Dezember 2001 und vom 15. Mai 2003, vom 20. Juli 2005, vom 30. März 2006, vom 1. Juni 2006 und vom 23. November 2006 abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 191 und 192;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2004 über die Einrichtungen für Wohnungswesen mit sozialem Zweck;

Aufgrund des Vorschlags des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) vom 21. Mai 2007;

Aufgrund des am 4. Dezember 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. November 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. November 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 16. Januar 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.980/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Artikel 5 § 1 Absatz 1 e) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2004 über die Einrichtungen für Wohnungswesen mit sozialem Zweck wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Bei einer Auflösung werden die reinen positiven Aktiva der Vereinigung, oder derjenigen ihrer Aktivität in Verbindung mit der Zulassung, mit dem Einverständnis des Fonds einer anderen Einrichtung mit sozialem Zweck, wenn möglich derselben Art, die sie annimmt, zugeführt.»

Art. 2 - In Artikel 5 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "ausgeglichenen" wird zwischen die Wörter "der auch einen" und "jährlichen Haushaltsplan" eingefügt;

2° die Wörter "ihr jährlicher Umsatz unter neunzig tausend Euro liegt" werden durch die Wörter "ihr jährlicher Umsatz oder ihre jährliche Einnahmen unter neunzig tausend Euro liegt bzw. liegen" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 3 wird die Zahl "85.000" durch die Zahl "95.200" ersetzt;

2° in § 4 Absatz 2 wird die Formel " $S_n = (31.361 \text{ Euro}) + (586 \text{ Euro}) \cdot L_n + (2.349 \text{ Euro}) \cdot (L_n - L_{n-1})$ " durch die Formel " $S_n = (31.361 \text{ Euro}) + (586 \text{ Euro}) \cdot L_n + (2.013 \text{ Euro}) \cdot (L_n - L_{n-1})$ " ersetzt;

3° der letzte Absatz von § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Der gemäß den vorigen Absätzen berechnete Zuschuss wird um die folgenden Beträge erhöht:

— um 1,50 Euro je Einwohner jeder zusätzlichen Gemeinde, die am 1. Januar des betreffenden Jahres im Verhältnis zum 1. Januar des vorigen Jahres von der Agentur für soziale Wohnungen bedient wird;

— um 9.866 Euro, wenn die Agentur für soziale Wohnungen aus mindestens zehn Mitgliedsgemeinden zusammengesetzt ist;

— um 100 Euro je Verwaltungsmandat oder je zusätzlichen Mietvertrag, der zwischen dem 1. Januar des betreffenden Jahres und dem 1. Januar des vorigen Jahres unterschrieben wird»;

4° in § 5 werden die Wörter "und in der Anlage" zwischen die Wörter "in den Paragraphen 3 und 4" und die Wörter "erwähnten Beträge" eingefügt;

5° § 6 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 6 - Der Anspruch auf den Zuschuss wird für das vierte Betriebsjahr nicht gewährt, wenn die Agentur am 1. Januar des betreffenden Jahres nicht über mindestens dreißig Wohnungen verfügt. Das gleiche gilt, wenn für das fünfte oder für ein späteres Betriebsjahr die Agentur am 1. Januar des betreffenden Jahres nicht über mindestens vierzig Wohnungen verfügt.»

Art. 4 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° der § 1 wird wie folgt ergänzt: "Die Einrichtung kann zusätzlich dazu andere zusammenhängende Ziele verfolgen";

2° in § 2 Absatz 1 werden die Wörter "ihr Ziel" durch die Wörter "das in § 1 erwähnte Ziel" ersetzt und werden die Wörter "insbesondere durch die Wohnpädagogik" zwischen das Wort "Bürgerbeteiligung" und das Wort "fördern" eingefügt.

3° in § 2 Absatz 2 1° a) werden die Wörter "die Wiederinstandsetzung der Wohnungen und deren Mobiliar" nach den Wörtern "den Lebensraum der Einwohner verbessern" eingefügt;

4° in § 2, Absatz 2 1° b) werden die Wörter "von Werkstätten zum Thema Wohnen und von" zwischen die Wörter "Durchführung" und die Wörter "von Aktionen" eingefügt;

5° in § 2 1° c) werden die Wörter "eine bessere Lebensqualität und" zwischen die Wörter "Projekten, die auf" und "ein angenehmeres Zusammenleben" eingefügt;

6° im letzten Absatz von § 2 werden die Wörter "gemeinsamer Räume" durch die Wörter "von Räumen" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 14 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden in Punkt 1° die Wörter "Personen, die jede Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes vertreten" durch die Wörter "von jeder Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes vorgeschlagenen Personen", in Punkt 5° werden die Wörter "Personen, die die Sozialpartner vertreten" durch die Wörter "von den Sozialpartnern vorgeschlagenen Personen" und in Punkt 2° wird das Wort "vertritt" durch das Wort "vorschlägt" ersetzt; der Wortlaut von Punkt 3° desselben § wird wie folgt ersetzt: "einer Person, die von jeder Gemeinde, in der sich die Wohnviertelregie niedergelassen hat, vorgeschlagen wird";

2° in § 1 wird Punkt 4° durch folgende Bestimmung ersetzt: «Zwei Personen, die von den Einwohnern der Viertel der Regie unter den Mitgliedern des beratenden Ausschusses der Mieter und Eigentümer, wenn dieser besteht, vorgeschlagen werden, sofern sie ihren Wohnsitz in den Vierteln der Wohnviertelregie haben.»;

3° in § 2, Punkt 1° werden die Wörter "die Praktikanten anwerben" durch die Wörter "die Anwerbung der Praktikanten beabsichtigen" und in Punkt 3° das Wort "gewährleisten" durch das Wort "beaufsichtigen" ersetzt.

4° § 2 wird durch folgende Bestimmung ergänzt: "6° ein jährliches Tätigkeitsprogramm aufstellen, das in den von der Regie bedienten Vierteln durchzuführen ist";

5° § 3 Absatz 1 2° wird durch die folgende Bestimmung ersetzt: "jede Dienststelle für bürgerorientierte Aktivitäten wird durch einen engeren Ausschuss geleitet, der insbesondere mit der Wahl der Baustellen und der individuellen Begleitung und Bewertung der Praktikanten im Einvernehmen mit dem Vertreter des FOREm innerhalb der Regie beauftragt ist. In den Satzungen werden die Modalitäten der Ausübung der täglichen Verwaltung festgesetzt. »

Art. 6 - In Artikel 15 § 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "oder einer Dienststelle für bürgerorientierte Aktivitäten" zwischen das Wort "Regie" und das Wort "besteht" eingefügt.

Art. 7 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird das Wort "Bürgervertrag" durch das Wort "Ausbildungsvertrag" ersetzt.

2° in Punkt 2° werden die Wörter "zwei Begleiter" durch die Wörter "das Äquivalent von zwei vollzeitbeschäftigten Begleitern" ersetzt und werden die Wörter "unter denen einer technisch orientiert" durch die Wörter "und die mit der sozialen, administrativen und technischen Verwaltung beauftragt werden" ersetzt;

3° Der Punkt 6° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"6° die Regie holt das Einverständnis der juristischen Personen, die Mitglieder sind, ein und diese verpflichten sich, die für die Grundausbildung der Praktikanten notwendigen Voraussetzungen zu schaffen, indem sie die Gehälter des Begleitpersonals, die Kosten für die Räumlichkeiten und den Zugang zu den Baustelle sowie die Versorgung mit Rohstoffen, Material und der notwendigen Werkzeugausrüstung übernehmen. Diese Einverständnisse werden ggf. durch im Haushaltsplan der Einrichtung eingetragene Beiträge oder Einbringungen konkretisiert";

4° Derselbe Artikel wird mit einem Punkt 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«7° die Aktionen der Regie finden hauptsächlich in ihrem Tätigkeitsfeld statt; sie können im Rahmen von Partnerschaften, die mit anderen Einrichtungen für Wohnungswesen mit sozialem Zweck oder anderen Trägern des "dispositif intégré d'insertion socio-professionnelle" (integriertes System für sozialberufliche Eingliederung) geführt werden, dezentralisiert werden.»

Art. 8 - In Artikel 17 § 1 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° einen jährlichen zusätzlichen Zuschuss für die Einrichtung zur Deckung der Koordinierungskosten, wenn mindestens drei Dienststellen für bürgerorientierte Aktivitäten innerhalb einer selben Wohnviertelregie vorhanden sind. Der Betrag dieses zusätzlichen Zuschusses beläuft sich auf zwanzig Prozent des oben erwähnten Betrags für jede zusätzliche Dienststelle für bürgerorientierte Aktivitäten in der Regie ab der dritten und auf zehn Prozent für jede zusätzliche Dienststelle ab der vierten.»;

2° in den Punkten 1° und 2° von Absatz 2 wird das Wort "Wohnviertel" durch die Wörter "Dienststelle für bürgerorientierte Aktivitäten" ersetzt;

3° In Absatz 3 wird das Wort "Berufsbildungsvertrags F70bis" durch das Wort "Bildungsvertrags" ersetzt;

Art. 9 - In Artikel 18 desselben Erlasses wird das Wort "insbesondere" zwischen die Wörter "Vereinigung" und "zu der Verwirklichung" eingefügt.

1° In Punkt 1° desselben Artikels werden die Wörter "einer menschenwürdigen Wohnung" durch die Wörter "von menschenwürdigen Wohnungen" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 20 § 1 desselben Erlasses werden die Wörter "einer menschenwürdigen Wohnung" durch die Wörter "von menschenwürdigen Wohnungen" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 21 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "gewährt der Minister" werden durch die Wörter "kann der Minister" ersetzt und am Ende des Satzes wird das Wort "gewähren" hinzugefügt;

2° das Wort "zugelassenen" wird zwischen das Wort "der" und die Wörter "Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens" eingefügt;

3° die Zahl "25.548" wird durch die Zahl "38.400" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 22 desselben Erlasses, Punkt 1° werden die Wörter "die Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens hat" durch die Wörter "Im Rahmen ihrer Aktivität als Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens hat die Einrichtung" ersetzt.

Art. 13 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 31. Januar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 833

[2008/200807]

31 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2004 betreffende de sociale huisvestingsinstellingen

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, ingevoerd bij het decreet van 29 oktober 1998 zoals gewijzigd bij de decreten van 18 mei 2000, 14 december 2000, 20 december 2001, 15 mei 2003, 20 juli 2005, 30 maart 2006, 1 juni 2006 en 23 november 2006, inzonderheid op de artikelen 191 en 192;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2004 betreffende de sociale huisvestingsinstellingen; Gelet op de voordracht van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie (Woningfonds van de Grote Gezinnen van Wallonië), van 21 mei 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 4 december 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2007;

Gelet op advies nr. 43.980/4 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5, § 1, 1°, lid e), van het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2004 betreffende de sociale huisvestingsinstellingen wordt vervangen door volgende bepaling :

« Bij ontbinding de positieve nettoactiva van de vereniging of van haar activiteit in verband met de erkenning met instemming van het Fonds toegewezen worden aan een instelling met een sociaal doel, bij voorkeur van dezelfde soort, die aanvaardt. »

Art. 2. In artikel 5, § 2, lid 2, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "evenwichtige" wordt ingevoegd tussen de woorden "dat ook een" en de woorden "jaarlijkse begroting";

2° de woorden "haar jaarlijkse omzet lager is dan" worden vervangen door de woorden "haar jaarlijkse omzet of haar jaarlijkse opbrengst lager zijn dan".

Art. 3. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 3 wordt het getal "85.000" vervangen door het getal "95.200";

2° in § 4, lid 2, wordt de formule " $S_n = (31.361 \text{ euro}) + (586 \text{ euro}).L_n + (2.349 \text{ euro}).(L_n - L_{n-1})$ " vervangen door de formule " $S_n = (31.361 \text{ euro}) + (586 \text{ euro}).L_n + (2.013 \text{ euro}).(L_n - L_{n-1})$ ";

3° het laatste lid van § 4 wordt vervangen door volgende bepaling :

"De toelage, berekend overeenkomstig vorige leden, wordt verhoogd met :

— 1,50 euro per inwoner van elke bijkomende gemeente die bediend wordt door het sociale vastgoedagentschap op 1 januari van het betrokken jaar ten opzichte van 1 januari van het vorige jaar;

— 9.866 euro als het sociale vastgoedagentschap bestaat uit minstens tien aangesloten gemeenten :

— 100 euro per beheersmandaat of per bijkomend huurcontract ondertekend tussen 1 januari van het betrokken jaar en 1 januari van het vorige jaar";

in § 5 worden de woorden "en in de bijlage" ingevoegd tussen de woorden "§§ 3 en 4" en de woorden "kunnen door de Minister";

5° § 6 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 6. Het voordeel van de toelage wordt niet toegekend voor het vierde werkingsjaar als het agentschap niet beschikt over een aantal woningen dat minstens gelijk is aan dertig op 1 januari van het betrokken jaar. Hetzelfde geldt als het agentschap voor het vijfde werkingsjaar of voor een later jaar niet beschikt over minstens veertig woningen op 1 januari van het betrokken jaar. »

Art. 4. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt : "De instelling kan bijkomend andere verwante doelstellingen nastreven.";

2° in § 2, lid 1, worden de woorden "haar doel" vervangen door de woorden "het doel bedoeld in § 1" en worden de woorden ", meer bepaald het leren wonen," ingevoegd tussen de woorden "burgerschap" en de woorden "en die ter bevordering";

3° in § 2, lid 2, 1°, a), worden de woorden ", het herstel van de woningen en hun meubilair" ingevoegd na de woorden "van het leefklimaat van de inwoners";

4° in § 2, lid 2, 1°, b), worden de woorden "workshops over wonen en welzijn" ingevoegd tussen de woorden "van" en de woorden "animatieacties";

5° in § 2, lid 2, 1°, c), worden de woorden "de leefkwaliteit en" ingevoegd tussen de woorden "verbetering van" en de woorden "de gezelligheid";

6° in het laatste lid van § 2 vervalt het woord "gemeenschappelijke".

Art. 5. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, punten 1°, 2°, 3° en 5°, worden de woorden "ter vertegenwoordiging van" vervangen door de woorden "voorgedragen door";

2° § 1, 4°, wordt vervangen door volgende bepaling : « Twee personen voorgedragen door de bewoners van de buurtregie onder de leden van het adviescomité van huurders en eigenaars, wanneer het is opgericht, voor zover ze hun woonplaats hebben in de buurtregie. »;

3° in § 2, punt 1°, worden de woorden "de stagiairs aanwerven" vervangen door de woorden "toezicht houden op de aanwerving van de stagiairs" en in punt 3° worden de woorden "voor de sociale en financiële opvolging van de regie zorgen" vervangen door het woord "toezien op de sociale en financiële opvolging van de regie";

4° § 2 wordt lid aangevuld met volgende bepaling : "6° een jaarlijks activiteitenprogramma uitwerken dat in de buurten bediend door de regie uitgevoerd dient te worden";

5° § 3, lid 1, 2°, wordt vervangen door volgende bepaling : "elke dienst van burgeractiviteiten wordt geleid door een beperkt comité dat meer bepaald de keuze van de werven en de individuele opvolging en beoordeling van de stagiaires als opdrachten heeft in overeenstemming met de vertegenwoordiger van FORÉM in de regie. De statuten bepalen de nadere regels voor de uitoefening van het dagelijks bestuur. »

Art. 6. In artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "of van een dienst voor burgerschapsactiviteiten" ingevoegd tussen het woord "regie" en de woorden "bestaat uit".

Art. 7. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° wordt het woorddeel "burgerschaps" vervangen door het woorddeel "opleidings";

2° in punt 2° worden de woorden "het equivalent van" ingevoegd tussen de woorden "minstens" en de woorden "twee begeleiders", worden de woorden "in een voltijdse arbeidsregeling" ingevoegd na het woord "begeleiders" en worden de woorden "waarvan één met technische aanleg" vervangen door de woorden "belast met het maatschappelijk, bestuurlijk en technisch beheer";

3° punt 6° wordt vervangen door volgende bepaling :

"6° de regie verkrijgt het akkoord van de rechtspersonen die de verbintenis aangaan om de nodige voorwaarden voor de basisopleiding van de stagiairs in het werk te stellen door de lonen van het begeleidingspersoneel, de lokaalkosten en de toegang tot de werven en de levering van grondstoffen, materieel en de nodige werktuigen ten laste te nemen. Die akkoorden resulteren in voorkomend geval in bijdragen of afdrachten opgenomen op de begroting van de instelling";

4° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

"7° de acties van de regie worden hoofdzakelijk verricht in haar activiteitengebied; ze kunnen gedecentraliseerd worden in het kader van samenwerkingsverbanden met andere sociale huisvestingsinstellingen of andere operatoren van de geïntegreerde regeling voor maatschappelijke en professionele inschakeling."

Art. 8. Artikel 17, § 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1 wordt een 3° ingevoegd, luidend als volgt :

"3° Een aanvullende jaarlijkse subsidie waarmee de instelling de coördinatiekosten kan dekken indien minstens drie diensten voor burgeractiviteiten aanwezig zijn in eenzelfde buurtregie. Het bedrag van die aanvullende subsidie vertegenwoordigt eenentwintig percent van bovenbedoeld bedrag voor elke bijkomende activiteitendienst die in de regie aanwezig is, vanaf de derde en tien percent voor elke bijkomende dienst vanaf de vierde";

2° in de punten 1° en 2° van lid 2 wordt het woord "buurt" vervangen door de woorden "dienst voor burgeractiviteiten";

3° in lid 3 worden de woorden "beroepsopleidingsovereenkomst F70bis" vervangen door het woord "overeenkomst".

Art. 9. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de woorden "meer bepaald" ingevoegd tussen het woord "vereniging" en het woord "zorgt".

In punt 1° van hetzelfde artikel worden de woorden "een gepaste woning" vervangen door de woorden "gepaste woningen".

Art. 10. In artikel 20, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "een gepaste woning" vervangen door de woorden "gepaste woningen".

Art. 11. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "in voorkomend geval" worden ingevoegd na de woorden "verleent de Minister";

2° het woord "erkende" wordt ingevoegd tussen de woorden "aan de" en de woorden "vereniging";

3° het getal "25.548" wordt vervangen door het getal "38.400".

Art. 12. In artikel 22 van hetzelfde besluit, punt 1°, worden de woorden "de vereniging ter bevordering van de huisvesting heeft" vervangen door de woorden "in het kader van haar activiteit als vereniging ter bevordering van de huisvesting heeft de instelling".

Art. 13. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 834

[2008/200806]

31 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux comités consultatifs de locataires et de propriétaires auprès des sociétés de logement de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, institué par le décret du 29 octobre 1998, notamment les articles 154 à 157;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 17 décembre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.983/4 du 21 janvier 2008, donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre du Logement;

2° administration : la Division du Logement de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine;

3° Société wallonne : la Société wallonne du Logement;

4° société : la Société de Logement de Service public, agréée par la Société wallonne du Logement;

5° Association wallonne du Logement : section de l'Association du Logement social ASBL;

6° Association wallonne : l'Association wallonne des comités consultatifs des locataires et des propriétaires ASBL;

7° conseil : le conseil d'administration de la société;

8° comité : le comité consultatif des locataires et des propriétaires;

9° locataires : les personnes majeures domiciliées dans un logement de la société et déclarées comme telles auprès de la société;

10° propriétaires : les personnes titulaires du droit de propriété sur un logement ayant appartenu à la société, qui y sont domiciliées et qui entretiennent un lien financier avec la société;

11° réunion : toute rencontre entre le comité et la société ayant à l'ordre du jour les points visés à l'article 155 du Code wallon du Logement;